Novembre 2016 - N° 55

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

BANQUES, ASSURANCES, FONDS

Les opportunités du Cameroun attirent la finance

Stève Fogué présente sa fintech

Aurion, le jeu vidéo camerounais qui séduit Hollywood

GRATUIT – NE PEUT ÊTRE VENDU

INVESTIRAU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

Compatible tablettes et smartphones

APP DISPONIBLE POUR IOS ET ANDROID

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

Une place financière en émergence

Il y a encore cinq ans, le taux de bancarisation dans le pays dépassait à peine 10%.
Aujourd'hui, le secteur bancaire camerounais s'anime avec l'arrivée de nouvelles banques commerciales dans un marché occupé par quatorze établissements et caractérisé par un taux de bancarisation qui dépasse 20%. Le développement est rapide, mais la marge de progression reste importante. Et c'est précisément ce potentiel de croissance, conjugué à une réelle vitalité économique, qui suscite un tel intérêt pour le marché bancaire camerounais. Les projections sont encourageantes et les perspectives de rentabilité motivantes.
A ce dynamisme des banquiers s'est ajouté celui des opérateurs téléphoniques, dont les solutions de mobile banking séduisent un nombre croissant de Camerounais. Ce mois-ci, le rapport du groupe d'analyse et de recherche britannique *The Economist Intelligent Unit*, a salué les progrès du Cameroun en matière de promotion de l'inclusion financière. Selon les chiffres officiels, les deux leaders du marché de la téléphonie mobile au Cameroun, Orange et MTN, cumulent en effet un parc de près de 5 millions d'utilisateurs des services de mobile money.
Le mouvement est chaleureusement encouragé par le chef de l'Etat lui-même : « *A chaque génération ses défis historiques, pour le devenir de la nation ! Je puis dire que, pour notre jeunesse, l'un des défis majeurs est de réussir l'arrimage à ce phénomène marquant qu'est l'économie numérique* » a-t-il déclaré dans son adresse à la jeunesse le 10 février 2016.
L'Etat a également contribué à ce décollage bancaire en imposant, en 2013, la bancarisation de ses agents.
Sans oublier le secteur de la microfinance qui a offert à de nombreux Camerounais, parmi les plus modestes, des solutions de gestion et de financement plus accessibles.
Reste encore à développer le marché boursier qui peine à convaincre les entreprises comme les investisseurs. Et pourtant, mobiliser l'épargne locale pour financer l'économie reste à ce jour un élément indispensable à l'émergence de tout pays. C'est pourquoi Jean-Claude Ngbwa, président de la Commission des marchés financiers du Cameroun, vient de se rendre à Abidjan pour comprendre les facteurs de réussite de la BRVM. Il s'agit désormais d'en tirer les leçons et de faire du Douala Stock Exchange l'une des grandes réalisations de ces prochaines années.

AU SOMMAIRE

DOSSIER

8 • Cameroun, terre promise pour les investissements dans la finance

9 • Le Sud-africain Standard Bank lorgne sur le marché bancaire camerounais

9 • AfricInvest Capital Partners souhaite acquérir une part minoritaire dans la microfinance CCA

10 • Le Cameroun dans la ligne de mire du groupe bancaire kenyan Equity Bank

10 • Quitus du régulateur bancaire pour l'ouverture d'une filiale de Bank of Africa

11 • Les Marocains Wafa et RMA Watanya à la conquête du marché de l'assurance

LEADER DU MOIS

34 • Antoine Pamboro, ex-DGA chez MTN puis DG d'Airtel en RDC et au Gabon, chargé de déployer Vodafone au Cameroun

INTERVIEW

12 • Stève Fogué : « *une révolution numérique est en cours au Cameroun* »

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Stratline Limited

Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Mamadou CISSÉ, Brice R. MBODIAM.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX, Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Nils COUTURIER, Thomas ROBERT

Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Distribution Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

GESTION PUBLIQUE P 16-18

FINANCE P 19-21

AGRICULTURE P 22-24

ENERGIE P 25-26

MINES P 27

INFRASTRUCTURES P 28

TIC & TELECOM P 29-32

PECHE P 33

CASTING

SEYBOU BOUDA

Depuis le 1er novembre 2016, le Cameroun est représenté au sein du conseil d'administration de la Banque mondiale (BM) par le Burkinabé Seybou Bouda, conformément à la règle qui veut qu'au sein de cette institution de Bretton Woods les administrateurs soient élus par groupes de pays. Ceci à l'exception des cinq plus grands actionnaires de la BM (les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni), de la Chine, de la Russie et de l'Arabie saoudite, qui désignent leurs propres administrateurs parmi les 25 qui constituent le conseil d'administration de cette institution. Jusqu'en octobre 2018, en plus du Cameroun, le Burkinabé Seybou Bouda défendra les intérêts de 22 autres pays africains (dits du groupe II) au sein du conseil d'administration de la Banque mondiale.

MERZAK BEDJAOUI

Le 28 septembre 2016, au cours d'une audience avec le ministre délégué auprès du ministre camerounais des Relations extérieures (MINREX) en charge des relations avec le monde islamique, Merzak Bedjaoui, l'ambassadeur d'Algérie au Cameroun, a souhaité que les autorités camerounaises œuvrent pour une participation massive du Cameroun au forum d'affaires algéro-africain.
Cette rencontre, la première du genre organisée par l'Algérie, se déroulera du 3 au 5 décembre 2016 à Alger, la capitale algérienne. Selon les autorités algériennes, ce forum d'affaires vise non seulement à présenter les opportunités d'investissement existantes en Algérie, mais aussi à développer davantage de partenariats pour la promotion des exportations algériennes vers le continent africain, notamment en ce qui concerne des filières telles que l'agroalimentaire et le médicament.

MEFIRO OUMAROU

Le 30 septembre 2016, Camair Co, la compagnie aérienne publique camerounaise actuellement au bord de la faillite, a tenu son deuxième conseil d'administration extraordinaire en l'espace de deux semaines. Au cours de ces assises, a révélé le Quotidien gouvernemental, il a notamment été question de l'élaboration d'un nouveau plan d'action en vue du redécollage de la compagnie.

« *Le propriétaire de la compagnie voudrait qu'à très court terme Camair Co puisse générer les moyens de son activité. Nous sommes à une période très stratégique au niveau de l'économie du pays avec les grands projets. L'Etat ne peut pas tout le temps dégager des subventions substantielles pour soutenir une compagnie qui a suffisamment de moyens. L'Etat ne va plus continuer à injecter de l'argent tout le temps sans savoir exactement à quoi ça sert* », a précisé Mefirou Oumarou, le nouveau PCA de Camair Co.

PERRIAL JEAN NYODOG

La société Tradex, que dirige Perrial Jean Nyodog, a repris ses livraisons de gaz domestique en faveur de la Société Camerounaise de Transformation Métallique (SCTM), leader du marché du gaz domestique avec près de 35% des parts du marché. Cette décision, qui met ainsi un terme aux tensions observées depuis plusieurs mois sur le marché du gaz domestique au Cameroun, a été prise le 3 octobre 2016 à Yaoundé au sortir d'une cérémonie de signature de convention entre la Commercial Bank of Cameroon (CBC), la SCTM et Tradex.

Par cette convention, a-t-on appris officiellement, la CBC s'est engagée à apurer 50% de la dette, d'un montant total de 4 milliards de francs CFA, que réclamait Tradex à la SCTM depuis plusieurs années. Cette insolvabilité avait poussé Tradex à suspendre depuis quelques mois ses approvisionnements en faveur de la SCTM.

MINETTE LIBOM LI LIKENG

La ministre des Postes et Télécoms du Cameroun, Minette Libom Li Likeng, a annoncé le 11 octobre 2016 à Yaoundé qu'en 2017, le gouvernement dotera le Club des jeunes aveugles réhabilités du Cameroun (CJARC) d'un centre multimédia, afin de connecter ces handicapés visuels aux TIC.

« *Cette structure, nous en avons la certitude, permettra aux jeunes handicapés visuels d'avoir accès à la société de l'information qui va façonner durablement le 21ème siècle (…) Nous devons transformer le monde et ne laisser personne en marge, en vue d'un développement durable de notre pays* », a affirmé la ministre.

Le centre multimédia annoncé sera doté, apprend-on, d'équipements adaptés aux spécificités des utilisateurs. Sur une période d'un an, la formation des encadreurs de cette structure ainsi que ses charges de fonctionnement seront entièrement prises en charge par l'Etat.

DIEUDONNÉ BONDOMA YOKONO

Avec le concours d'Expertise France, une structure internationale partenaire de la Banque mondiale dans l'aide à la promotion des partenariats public-privé (PPP) dans les projets d'investissement en zone franc, le Cameroun ambitionne de se doter d'une stratégie de développement des PPP. L'information a été révélée au cours d'une récente rencontre entre les responsables d'Expertise France et ceux du Conseil d'appui à la réalisation des contrats de partenariat (CARPA) au Cameroun.

« *C'est une stratégie qui devrait reposer sur la formation d'un certain nombre de compétences pour les experts du CARPA, mais aussi les experts des ministères en amont, qui sont chargés de nous transmettre leurs projets d'investissement. C'est une stratégie qui devrait également mettre l'accent sur la maturation des projets, de même que le développement des outils d'évaluation* », explique Dieudonné Bondoma Yokono, le président du CARPA.

Cameroun, terre promise pour les investissements dans la finance

Avec un taux de bancarisation qui atteint à peine 20%, le Cameroun fait partie des pays en retard en matière d'inclusion financière en Afrique et dans le monde. La situation est encore plus grave dans le domaine de l'assurance, dont le taux de pénétration dans le pays est d'à peine 2%, les Camerounais étant enclins à ne souscrire que des polices obligatoires telles que l'assurance automobile. Cependant, ces retards du Cameroun et de bien d'autres pays d'Afrique subsaharienne, sont autant d'opportunités à saisir par les investisseurs du secteur financier, selon une étude du cabinet américain de conseil en stratégie Bain & Company. A en croire cette institution de référence, en effet, les banques et les compagnies d'assurance qui s'installent dans cette partie du monde peuvent miser sur une progression de leurs revenus de l'ordre de 15 à 20%.

Cette analyse vaut d'autant plus pour le Cameroun que, précise Fabrice Franzen, spécialiste des services financiers chez Bain & Company, « *la meilleure stratégie* (pour les investisseurs, ndlr) *est certainement de prendre des parts de marché à des prix raisonnables, sur les marchés qui ne sont pas trop compétitifs, comme la RD Congo, la Côte d'Ivoire ou le Cameroun.* »

Les conclusions de l'étude de Bain & Company, présenté comme étant l'un des trois principaux cabinets de conseil en stratégie et management dans le monde, ne sont pas restées lettres mortes. En effet, depuis fin 2013, l'on assiste à une sorte de déferlante sur le territoire camerounais, de divers acteurs du secteur financier.

Il s'agit notamment de grands groupes bancaires africains et des compagnies d'assurances, qui ouvrent des filiales au Cameroun ou alors conduisent actuellement des projets dans ce sens ; ou encore de fonds d'investissements qui prennent des participations dans des institutions financières camerounaises.

Dans cette somme, nous recensons quelques-unes de ces initiatives ou projets, qui démontrent à suffire que le Cameroun rassemble toutes les caractéristiques d'une terre promise pour les investisseurs dans le secteur financier.

Brice R. Mbodiam

Le Sud-africain Standard Bank lorgne sur le marché bancaire camerounais

Après l'ouverture d'un bureau de liaison à Abidjan, en Côte d'Ivoire, au mois de novembre 2013, la Standard Bank, établissement bancaire sud-africain considéré comme le plus grand prêteur en Afrique, envisage de se déployer dans l'ensemble des zones UEMOA et CEMAC, notamment au Cameroun, a-t-on appris de sources internes à la banque.
Justifiant ce futur déploiement de Standard Bank, Greg Goeller, le responsable Afrique de l'unité corporative et d'investissement souligne qu'en plus de regrouper quelque 148 millions d'individus et un PIB nominal cumulé de 167 milliards de dollars (environ 83 500 milliards FCFA), les pays de la CEMAC et de l'UEMOA ont un important avantage. Il s'agit, selon lui, du « *fait que leur monnaie (le franc CFA) est garantie par le Trésor public français, tandis que les devises en cours dans les deux unions monétaires, sont adossées à l'euro. Cela offre beaucoup plus de stabilité aux investisseurs du point de vue du risque monétaire* ».
Par ailleurs, ajoute-t-il, « *bien que les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique francophone aient jusqu'à présent été largement liés au secteur des mines et des ressources, qui compte pour 83,9% de la valeur totale des transactions réalisées au Gabon, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, en Guinée, au Sénégal, en Sierra Leone et au Congo entre 2008 et 2012, cette situation est appelée à évoluer* ». En effet, la Standard Bank estime que d'autres secteurs, dont le pétrole et le gaz, les infrastructures, les télécommunications, les biens de consommation à croissance rapide et l'agriculture, vont attirer de plus en plus d'investisseurs dans ces pays d'Afrique.
Cette réalité est même déjà observable au Cameroun, pays dans lequel le gouvernement est engagé dans de grands projets énergétiques

(électricité, gaz naturel, énergies renouvelables et pétrole), miniers (fer de Mbalam et de Nkout, bauxite de Minim Martap, diamant de Mobilong…), infrastructurels (plan ferroviaire national) et agro-industriels, dont la majorité est encore en quête de financements. De plus, de par son bilinguisme, le Cameroun présente un avantage comparatif par rapport aux autres pays francophones, pour lesquels M. Goeller craint que « *la langue puisse parfois être un léger obstacle* » pour la conduite des affaires d'entreprises anglophones telles que la Standard Bank.

AfricInvest Capital Partners souhaite acquérir une part minoritaire dans la microfinance CCA

Africinvest Capital Partners est en train de travailler sur l'acquisition d'une part minoritaire dans le capital de la micro finance camerounaise, Crédit Communautaire d'Afrique, a-t-on appris de bonnes sources. Les conditions de la transaction, dont les négociations durent depuis la fin février 2016, n'ont pas été rendues publiques.

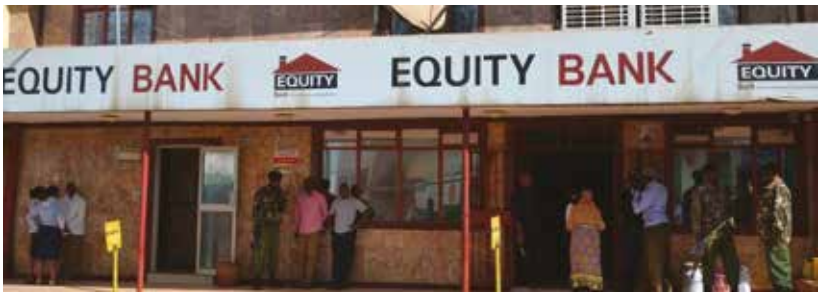
Le Crédit Communautaire d'Afrique est actuellement l'établissement de microfinance le plus important du Cameroun, avec une base de clientèle qui atteint pratiquement les 420 000 personnes. Son expansion a été fulgurante et est perceptible dans les principales villes de Yaoundé et de Douala, où il a bâti plusieurs immeubles.

Le Cameroun dans la ligne de mire du groupe bancaire kenyan Equity Bank

Après l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda et le Soudan du Sud, où il détient déjà des filiales, le groupe bancaire kenyan Equity Bank ambitionne de s'installer dans dix autres pays africains, dont le Cameroun, a-t-on appris le 31 mars 2015 au sortir d'une Assemblée générale des actionnaires.

Cette rencontre a débouché sur un ensemble de résolutions portant sur la mobilisation d'environ 140 milliards de shillings (environ 909,1 milliards de francs CFA), afin de financer ce programme d'expansion africain d'un montant total de 200 milliards de shillings (environ 1298 milliards FCFA).

Cependant, la création d'une filiale camerounaise d'Equity Bank ne devrait pas intervenir assez rapidement. Selon les plans de la banque



kenyane, Equity va pénétrer le marché de l'Afrique centrale via la RD Congo, pays qui figure dans la première étape du programme d'expansion de la banque kenyane, avec l'Ethiopie et le Burundi.

Le marché camerounais ne sera attaqué que dans le cadre de la 3ème et dernière phase du programme, avec le Nigeria et le Ghana, après une seconde phase qui débouchera sur l'implantation d'Equity Bank au Malawi, au Zimbabwe, en Zambie et au Mozambique.

Pour rappel, le groupe bancaire kenyan a annoncé, le 22 août 2016, avoir réalisé un bénéfice avant impôt de 14,23 milliards de shillings (environ 140,50 millions de dollars, soit 83,5 milliards FCFA) au cours du premier semestre 2016, en hausse de 18% par rapport à la même période en 2015.

Quitus du régulateur bancaire pour l'ouverture d'une filiale de Bank of Africa

Après deux années d'attente, Bank of Africa (BOA) a finalement obtenu le quitus de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (Cobac), le régulateur du secteur bancaire dans la zone Cemac, pour ouvrir une filiale au Cameroun. « *Au Cameroun, nous venons d'obtenir notre agrément auprès de la Cobac, et nous avons aussi l'autorisation de Bank Al-Maghrib, la banque centrale du Maroc* », vient de révéler Amine Bouabid, le DG de BOA.

Bien que BOA soit peu disert sur la date du lancement de ses activités au Cameroun, il est désormais officiel que trois grands groupes bancaires marocains s'affronteront sur le marché camerounais au cours des prochains mois. Il s'agit notamment d'Attijariwafa (Société camerounaise de Banque), de la Banque centrale populaire (Banque Atlantique Cameroun) et de BOA.

BOA Cameroun sera doté d'un capital initial de 10 milliards de francs CFA. Une exploitation des données fournies dans son rapport annuel 2014, ainsi que dans la note d'information de son introduction sur la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) basée à Abidjan, permet de découvrir que le groupe Bank of Africa détiendra 76% des actifs de sa filiale camerounaise.

Pour l'heure, très peu de détails filtrent sur le ou les principaux partenaires du groupe Bank of Africa, qui devront alors contrôler 24% du capital de la future filiale camerounaise.

Les Marocains Wafa et RMA Watanya à la conquête du marché de l'assurance

La première compagnie a opté pour une implantation greenfield au Cameroun, tandis que la seconde a racheté les filiales locales de Beneficial Insurance.

La filiale au Cameroun de la compagnie d'assurances marocaine Wafa assurances vie peut désormais lancer ses activités. Le Comité des experts de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA), le régulateur du secteur des assurances en Afrique centrale et de l'Ouest, a entériné, au cours d'une session ordinaire tenue à Yaoundé du 28 mars au 6 avril 2016, les avis favorables déjà délivrés à cette compagnie par le Ministère camerounais des finances et la Commission régionale de contrôle des assurances de la CIMA.
La nouvelle compagnie, selon les prévisions de ses actionnaires, ambitionne de développer le marché de l'assurance vie au Cameroun en s'appuyant sur le réseau de distribution de la Société commerciale de banque (SCB Cameroun), filiale bancaire du groupe marocain Attijariwafa, qui contrôle aussi le capital de Wafa assurances.
Le leader du marché de l'assurance dans le royaume chérifien entend ainsi dupliquer au Cameroun son expérience en Tunisie, pays dans lequel Wafa assurances, en l'espace de sept mois d'activités, a réalisé un chiffre d'affaires de 89,6 millions de dirhams marocains et a pu accaparer une part de marché d'environ 7%, en s'appuyant sur le réseau d'Attijari-Bank Tunisie, la filiale locale du groupe Attijariwafa Bank.

LE CAS DES ASSUREURS EN HAUSSE DE 13% EN 2015

Wafa assurances s'annonce ainsi sur le marché camerounais, quelques années seulement après que sa compatriote, RMA Watanya, ait annoncé au mois de mars 2014, l'acquisition de quatre filiales du groupe ivoirien Belife Insurance, au rang desquelles se trouvent Beneficial Life Insurance S.A Cameroun et Beneficial General Insurance S.A Cameroun.
Selon nos sources, l'assureur marocain a racheté 38% des actifs de ces filiales camerounaises de Belife Insurance à 3,1 milliards de francs CFA (environ 6,2 millions de dollars), à travers une opération d'augmentation du capital social bouclée lors d'une Assemblée générale des deux compagnies tenue le 4 avril 2014 à Douala, la capitale économique camerounaise.
Pour rappel, selon l'Association des sociétés d'assurance du Cameroun (ASAC), le chiffre d'affaires des compagnies en activité sur le territoire camerounais a atteint 182 milliards de francs CFA en 2015, en progression par rapport aux 161 milliards de francs CFA réalisés un an plus tôt, soit une hausse en valeur relative de près de 13%.
A en croire la même source, le marché de l'assurance dans le pays est largement dominé par les assurés collectifs, qui représentent 54% des polices d'assurance souscrites au Cameroun au cours de l'année 2015, contre 44% seulement pour les assurés individuels.

Brice R. Mbodiam

Stève Fogué : « *une révolution numérique est en cours au Cameroun* »

Diplômé de Ponts et Chaussées Paris, ce Camerounais dirige une start-up en France. Il décrypte ici les opportunités que peut offrir la Fintech aux institutions financières du pays, au moment où se met progressivement en place une véritable économie numérique.

Investir au Cameroun : Vous êtes cofondateur et président en France d'une start-up dénommée Particeep, laquelle structure opère dans le domaine de la technologie financière (Fintech). De quoi s'agit-il concrètement ?
Stève Fogué : Le néologisme Fintech est une contraction de finance et technologie. Ce terme a été inventé aux Etats-Unis pour désigner des jeunes pousses qui modifient véritablement les façons de faire de l'industrie des services financiers (banque-assurance-investissement) via une rupture de technologie ou d'usage. Particeep opère dans ce domaine et propose aux institutions financières une solution logicielle personnalisable en mode SaaS (*software as a service*), leur permettant de lancer en ligne leur service de commercialisation de produits d'épargne ou de financement de projets.
Particeep a, par ailleurs, obtenu la distinction de future Fintech star européenne de l'année 2016 pour le caractère innovant de sa technologie, emblématique de la révolution digitale à l'œuvre dans l'industrie financière.

IC : Peut-on dire que Particeep propose une solution de bourse en ligne, une sorte de marché financier virtuel ?
SF : Non ! Nous ne sommes pas positionnés sur les marchés financiers. Au contraire, avec notre solution logicielle B2B de création de place de marché d'investissement non coté, nous avons l'ambition de créer un choc sur le financement de l'économie réelle.
Nous avons développé un moteur de fonctionnalités financières accessible en ligne via notre API (Application Programming Interface), qui dématérialise tout le cycle de vie d'un investissement sur un actif financier non coté (capital, prêt, obligations, fonds communs de placement), depuis l'identification jusqu'à la sortie.
Avec notre moteur de fonctionnalités, les institutions financières peuvent donc développer rapidement en ligne leurs services d'épargne ou de financement et offrir une expérience client personnalisée. Par sa simplicité d'utilisation, notre technologie permet à tout acteur financier de commercialiser en ligne ses services d'épargne ou d'investissement sur les actifs non cotés et de contribuer ainsi au développement de l'économie réelle.

IC : Vous venez de réussir une opération de levée de fonds de 800 000 euros, ce qui représente plus d'un demi-milliard de francs CFA. Comment s'est déroulé ce *fundraising* et à quoi vous serviront ces financements ?
SF : Réaliser cette opération nous a pris six mois. Un mois pour préparer les supports et la thèse d'investisse-

Nous ne sommes pas positionnés sur les marchés financiers. Au contraire, avec notre solution logicielle B2B de création de place de marché d'investissement non coté, nous avons l'ambition de créer un choc sur le financement de l'économie réelle.

ment ; trois mois pour rencontrer les investisseurs spécialisés dans le secteur de la Fintech et deux mois pour les négociations et le *closing* juridique.
Nous avons donc pu réaliser cette levée de fonds de 800 000 euros auprès d'AXA et BPI, nos investisseurs historiques, et avons accueilli un nouvel actionnaire JMYX holding, qui est un fonds de capital-risque dirigé par Jean Losco, Fondateur de Fircosoft, leader mondial dans l'édition de logiciel de filtrage de flux bancaires.
Cette levée de fonds porte à 1,3 million d'euros (884 millions de francs CFA) le montant des fonds levés depuis notre création.
Ces fonds serviront à la recherche et au développement, au recrutement et au développement commercial sur les marchés internationaux parmi lesquels on compte l'Afrique et, évidemment, le Cameroun.

IC : Etes-vous déjà présents ou alors avez-vous des projets sur le Cameroun ?
SF : Nous sommes présents dans certains pays d'Afrique du Nord et d'Afrique centrale et avons des projets sur le Cameroun.

IC : Quels sont les pays d'Afrique dans lesquels vous êtes déjà actifs et qu'y proposez-vous concrètement à vos différents clients ?
SF : Particeep est présent au Maroc, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Nous proposons à nos clients comme Afrikwity une plateforme personnalisable et clé en main, leur permettant de lancer leur activité de financement de projets.
Nous comptons également parmi nos références des sociétés financières adossées à des banques qui proposent leurs services en ligne à travers notre solution en marque blanche.
Nous permettons donc aux établissements financiers et de micro-finance de proposer leurs services sur des canaux web et mobile, en s'appuyant sur une technologie éprouvée.

IC : Concrètement, que pouvez-vous apporter aux institutions financières en activité au Cameroun ?
SF : Nous avons adapté notre technologie aux usages locaux. Le mobile banking est, de ce point de vue, un axe de développement majeur.
Notre technologie permet aux institutions financières actives au Cameroun d'effectuer tout type d'opérations (épargne, investis-

Pour être plus concret, le Kenya, par exemple, a vu son taux de bancarisation croître de 58% suite à l'accès aux services financiers par le biais de la technologie mobile.

sement, financement portables accessibles sur mobile, tablette ou applications personnalisées) à partir d'une offre numérisée et d'un échantillon large de services digitaux.

IC : Quels avantages l'expertise de Particeep pourrait apporter dans le fonctionnement et la gestion des institutions financières camerounaises ?

SF : Je compte deux principaux avantages. D'abord, augmenter la bancarisation en facilitant l'accès des populations aux services financiers à travers une offre numérique mobile. D'un point de vue du fonctionnement ensuite, un système en mode SaaS est la garantie d'une maitrise des coûts d'investissements, et donc un puissant levier vers des économies d'échelle (lancement des services, sécurisation des données et évolutivité de la technologie…) Le numérique ouvre la voie à d'importants gains de productivité.

> Notre technologie permet aux institutions financières actives au Cameroun d'effectuer tout type d'opérations (épargne, investissement, financement portables accessibles sur mobile, tablette ou applications personnalisées) à partir d'une offre numérisée et d'un échantillon large de services digitaux.

IC : Votre activité repose essentiellement sur la fiabilité et la robustesse des infrastructures télécoms et TIC. Quel regard portez-vous sur le niveau de développement actuel de ces infrastructures au Cameroun ?

SF : Une révolution numérique est en cours au Cameroun. Nous ne savons pas combien de temps cela durera, mais il est clair qu'il y a un mouvement de fond qu'on ne peut ignorer. Plusieurs projets d'infrastructures voient le jour, les entreprises se digi-

talisent et on note une émulation de l'écosystème des start-up.
Parmi les marchés porteurs, nous avons identifié la numérisation des entreprises. Les institutions financières n'échappent pas à cette révolution. Citons à ce titre les problématiques de business intelligence ou encore d'échange sécurisé d'informations personnelles ou monétaires.

IC : Selon vous, une révolution numérique se prépare au Cameroun. Voyez-vous un ou des leviers sur lesquels les acteurs aussi bien institutionnels que privés peuvent actionner pour accélérer le processus ?
SF : Je ne pense pas avoir suffisamment de recul pour identifier des leviers pertinents. Mais, par exemple, le taux de pénétration d'internet (dans le pays) atteint à peine 10%. Par conséquent, si on souhaite assister à une révolution numérique, je pense qu'il serait intelligent de mettre en place des infrastructures et un réseau de transmission permettant un accès internet de qualité aux populations et à moindre coût.

IC : Vous soutenez que la digitalisation des entreprises est une opportunité à saisir au Cameroun. Etes-vous toujours aussi optimiste si l'on vous précise que 90% des entreprises camerounaises sont des PME sans grands moyens financiers, très peu enclines à la transparence managériale, et dont la gestion quotidienne est souvent aux antipodes des normes ?
SF : On va dire que je suis d'un optimisme prudent. Néanmoins, opérer une transition digitale via des solutions technologiques en mode SaaS permet de s'affranchir de lourds investissements liés à l'installation, à la maintenance et à la mise à niveau d'une infrastructure interne. Ce modèle me semble donc pertinent pour des PME sans moyens financiers.
Au sujet de la transparence et des méthodes de gestion, nous assistons à un changement générationnel et à une intensité technologique, qui impactera fortement à moyen et long terme les standards de collaboration en interne et en externe pour les PME. Sur ce point, je pense qu'il faudra faire preuve de patience avant d'assister à une conversion complète à ces nouveaux usages.

IC : Cet état des lieux des infrastructures télécoms et de l'environnement des entreprises au Cameroun est-il propice au déploiement optimal des activités de Particeep dans ce pays ?
SF : Dans un pays avec une population de 23 millions de personnes, une croissance supérieure à 5% et 90% des systèmes d'information obsolètes, il me parait évident que nous pouvons nous positionner en tant que catalyseur de la numérisation des sociétés financières, en mettant notre logiciel à leur disposition.
Ces sociétés pourront donc se focaliser sur le développement de leur activité, bénéficier d'une technologie en mode SaaS évolutive adaptée à leurs méthodes et réaliser des gains de productivité sans investissement préalable.

IC : Soyons plus concret ! La Fintech peut-elle se développer dans un pays dans lequel le taux de pénétration de l'internet atteint à peine 10%, où le taux de bancarisation frôle à peine 20%, et où la qualité de l'internet reste questionnable ?
SF : Pour être plus concret, le Kenya, par exemple, a vu son taux de bancarisation croître de 58% suite à l'accès aux services financiers par le biais de la technologie mobile.
A Madagascar, un acteur a proposé un système de rémunération de l'épargne via le mobile ; ce qui a eu comme résultat d'augmenter le taux d'épargne de la population.
Etant donné le taux de pénétration du mobile qui est supérieur à 70% au Cameroun, l'effet de levier d'une faible bancarisation des populations sur l'essor du mobile banking est indéniable. De ce fait, l'environnement est propice au développement des Fintech.

Une révolution numérique est en cours au Cameroun. Nous ne savons pas combien de temps cela durera, mais il est clair qu'il y a un mouvement de fond qu'on ne peut ignorer.

Interview réalisée par Brice R. Mbodiam

GESTION PUBLIQUE

59% des projets du portefeuille camerounais de la BAD sont exécutés « *de manière satisfaisante* »

Une délégation de la Banque africaine de développement (BAD) a procédé à une évaluation du portefeuille global des projets financés par cette institution financière internationale au Cameroun. Au sortir de cette évaluation, a-t-on appris officiellement, 59% de ces projets sont conduits de manière satisfaisante.
Pour rappel, le portefeuille des investissements de la BAD en faveur du Cameroun est actuellement estimé à environ 440 milliards de francs CFA. Il s'agit de l'ensemble des financements mis à disposition par cette banque continentale pour la réalisation de 19 projets, dont dix au plan national, quatre au plan régional et cinq en collaboration avec le secteur privé.
Ces projets sont réalisés dans les domaines de l'énergie (construction du barrage de Lom Pangar, par exemple), des infrastructures routières (bitumage de la route Enugu-Bamenda

devant relier le Cameroun au Nigeria, du pont sur le Ntem, etc.), de l'adduction d'eau, de l'assainissement (programme d'aménagement de Yaoundé), de l'agriculture (production de plants et de semences améliorées à l'IRAD) ou encore des télécoms...

Face aux lenteurs observées dans les décaissements effectués par l'Etat du Cameroun, les deux parties ont mis en place, à la fin de l'année 2013, un « *plan d'amélioration de la performance du portefeuille de la BAD au Cameroun* ».

Mission d'inspection du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale au Cameroun

Des experts du FMI et de la Banque mondiale ont entamé une nouvelle mission d'inspection au Cameroun, dans le cadre des consultations traditionnelles entre ces institutions de Bretton Woods et leurs membres.
« *Nous venons à peu près tous les six mois depuis Washington pour avoir des discussions avec les autorités sur la situation économique du pays, les développements économiques récents et les perspectives à court terme* », a expliqué Mario de Zamaroczy, le chef de mission. C'était au sortir d'une séance de travail au Ministère de l'économie.
Le rapport de cette mission d'évaluation de l'économie camerounaise devrait être disponible courant novembre.

Comme c'est le cas depuis plusieurs années maintenant, les experts du FMI et de la BM devraient attirer une fois de plus l'attention des autorités camerounaises sur le rythme de l'endettement public qui, désormais, se fait bien plus fréquemment à des taux non concessionnels.

La CNPS trouve un accord avec la Tunisia Medical Services pour les évacuations sanitaires

Le directeur général de la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS), Alain Noël Olivier Mekulu Mvondo Akame, et le directeur général de la Tunisia Medical Services (TMS), Slim Maraoui, ont signé, le 26 octobre 2016 à Yaoundé, une convention d'assistance médicale en matière d'évacuation sanitaire.
Cette convention va assurer aux patients les soins médicaux et actes chirurgicaux nécessaires pour les pathologies justifiant l'évacuation sanitaire. A ces prestations s'ajoutent les médicaments, les consommables et les appareillages requis, conformément aux normes et standards internationaux et en accord avec les exigences de la déontologie et de l'éthique médicale.
Seront également couverts les bilans biologiques et radiologiques, le scanner, les IRM, la transfusion, l'hémodialyse ou encore toute exploration cardiovasculaire. Les patients de la CNPS pris en charge à 100% par TMS seront tenus de respecter le règlement de la convention (respect des horaires de rendez-vous, des médecins traitants, etc.).
Le document paraphé par les deux chefs d'entreprises contient des avancées importantes en matière d'évacuation sanitaire des patients du Cameroun vers l'étranger.
Car ces dernières années, malgré l'amélioration des plateaux techniques de ses quatre structures de santé à travers le territoire (le centre hospitalier d'Essos à Yaoundé, les centres médico-sociaux de Maroua et Garoua, ainsi que la PMI de Bertoua), la CNPS a dû recourir à des évacuations sanitaires vers l'Europe, en France et en Grande-Bretagne notamment.
Désormais, la distance est raccourcie en direction de la Tunisie, qui dispose d'infrastructures sanitaires de même niveau qu'en Europe.

Le Cameroun classé quinzième d'Afrique dans le Global Hunger Index

Le Cameroun pointe au quinzième rang en Afrique (sur 42 pays) et au 80ème rang dans le monde (sur 118 pays) dans le Global Hunger Index 2016, publié par l'International Food Policy Research Institute (IFRI).
Ce classement annuel, qui se focalise sur les objectifs de développement durable visant à éradiquer totalement la malnutrition dans le monde d'ici 2030, liste les pays selon la part de leur population sous-alimentée.
Avec un indice de 40,3 en l'an 2000 et de 22,9 en 2016, le Cameroun, révèle le Global Hunger Index 2016, fait partie des pays ayant réussi l'exploit de réduire de plus de 45% la proportion de sa population victime de malnutrition au cours des quinze dernières années. Cette performance avait déjà été saluée en juin 2015 par la FAO.
En effet, cet organisme spécialisé des Nations Unies avait décerné, le 8 juin 2015, un diplôme au Ministère camerounais de l'agriculture pour avoir réussi à atteindre le premier objectif du millénaire pour le

développement (OMD) avant même l'échéance de 2015.
Cet OMD consistait à réduire la proportion de personnes frappées par la faim. « *Vous avez surmonté de grands défis dans des conditions économiques mondiales et des environnements politiques difficiles* », avait indiqué le DG de la FAO, le Brésilien Graziano da Silva, en dévoilant la liste des treize pays dans le monde concernés par cette reconnaissance de la FAO. Parmi ces pays salués par la FAO, l'on retrouvait également le Gabon, pays de la zone Cemac qui surclasse le Cameroun dans le Global Hunger Index 2016. Premier pays de l'Afrique centrale dans ce classement, le Gabon fait partie du top cinq d'Afrique et pointe au 54ème rang dans le monde.
Le Tchad et la République Centrafricaine, deux autres pays de l'espace Cemac, sont à la queue de ce classement. Il est cependant à noter que des pays tels que le Burundi, le Cap Vert, les Comores, la RD Congo, l'Érythrée, la Guinée Equatoriale, la Libye, Sao Tome, la Somalie, le Soudan du Sud et le Soudan n'ont pas été pris en compte dans ce classement 2016, faute d'informations nécessaires, apprend-on.

La CNPS veut recouvrer plus de 60 milliards FCFA d'arriérés de cotisations sociales auprès des entreprises

Depuis le 3 octobre dernier, la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) a lancé une vaste opération de recouvrement auprès des entreprises cumulant des arriérés de cotisations sociales de leurs employés, apprend-on de sources autorisées. Selon nos informations, à ce jour, ces arriérés dépassent 60 milliards de francs CFA.
Aussi, dans un communiqué aux allures de sommation adressé aux responsables de ces entreprises indélicates, le DG de la CNPS, Alain Noël Olivier Mekulu Mvondo, invite-t-il « *tous les employeurs concernés à se rapprocher, sans délai, de leur centre de prévoyance sociale de rattachement, en vue de procéder à l'apurement de leurs dettes, afin d'éviter les désagréments que pourrait engendrer la mise en œuvre des mesures coercitives* ».
Pour rappel, au Cameroun, lorsqu'elles n'immatriculent pas simplement leurs employés à la CNPS, beaucoup d'entreprises, y compris les plus insoupçonnées, s'abstiennent de reverser à cette structure étatique les cotisations sociales de leurs employés, bien que celles-ci soient effectivement prélevées sur leur salaire mensuel. Cette pratique préjudiciable aux travailleurs, une fois qu'ils seront partis à la retraite, est sans cesse dénoncée par la CNPS, qui a pourtant facilité toutes les procédures d'immatriculation des travailleurs.

CEEAC : 23 entreprises camerounaises à la conquête d'un marché de 160 millions de consommateurs

23 entreprises camerounaises viennent d'être autorisées à exporter 168 produits vers les neuf autres pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) en franchise de douane. Les agréments y afférents viennent de leur être remis par le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana.
Grâce à ces agréments, a précisé le ministre Mbarga Atangana, « *nos usines devraient pouvoir tourner en continu, nuit et jour. Cela crée des emplois localement, de l'activité, des revenus et des devises en retour. C'est un facteur déterminant pour la croissance de notre économie* ». Ce d'autant que la CEEAC, a indiqué ce membre du gouvernement camerounais, est un vaste marché de 160 millions de consommateurs.
Parmi les entreprises qui voient ainsi tout le marché de la CEEAC leur tendre les bras, l'on compte des mastodontes de l'industrie locale

tels que la Société Anonyme des Brasseries du Cameroun, Camlait, Nestlé Cameroun, la Société Camerounaise de Savonnerie, OK Foods, les Laboratoires Biopharma, les Huileries Alimentaires du Cameroun, la Société Industrielle de Cellulose, Sources du Pays, Bio Tropical… « *Il s'agit de fleurons de notre industrie* », a fait remarquer le ministre du Commerce.
Pour rappel, le tarif préférentiel de la CEEAC s'applique aux produits sur la base de plusieurs critères. Il s'agit notamment des produits fabriqués avec des matières premières et consommables entièrement ou partiellement d'origine étrangère mais dégageant une valeur ajoutée communautaire minimum de 30% du prix de revient hors taxe de sortie usine.
Sont aussi éligibles les produits manufacturés avec un pourcentage minimum de 40% des matières premières originaires des Etats membres de la CEEAC, les produits des règnes animal, végétal et minéral, les produits de l'artisanat traditionnel, etc.

FINANCE

Les créances en souffrance dans les banques de la zone Cemac sont en hausse de plus de 41% selon la COBAC

Au cours de la dernière rencontre organisée il y a quelques jour au Cameroun par la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC) avec les responsables des banques commerciales en activité dans les six pays de la zone Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, RCA, Tchad et Guinée Equatoriale), il est ressorti que les créances en souffrance ont connu une hausse de 41,6% à fin juillet 2016, « *dégradant ainsi la qualité apparente du portefeuille de crédits* ».
Selon l'analyse de la COBAC, le gendarme du secteur bancaire au sein de la Communauté des Etats de l'Afrique centrale (Cemac), cette augmentation des créances en souffrance est le fait de « *l'augmentation significative des créances immobilisées et des créances douteuses* ».
En valeur absolue, ces créances en souffrance avaient déjà atteint la somme de 894 milliards de francs CFA à fin mars 2015, soit environ 11,8 % des crédits bruts octroyés sur cette période par l'ensemble des institutions bancaires (environ 50) de cet espace communautaire.

La société de microfinance CCA recrute Bruno Degoy, ex-DG de BOA RD Congo, pour piloter sa mutation en banque

Au Cameroun, le Crédit Communautaire d'Afrique (CCA), leader du marché de la microfinance, peaufine discrètement sa mutation en banque commerciale. « *Le dossier est suffisamment avancé à la COBAC* », le gendarme du secteur bancaire dans la zone Cemac, précise une source proche de cet établissement de microfinance.
Afin de s'assurer du succès de ce projet de mutation, CCA et les fonds d'investissement AfricInvest et BIO se sont accordés sur la nomination du Français Bruno Degoy au poste de directeur général. L'ancien DG, Alexis Megudjou, occupe désormais le poste de DGA. « *Cela s'est fait en interne. Il n'y a pas eu de communication autour de ce changement* », fait remarquer notre source.
A en croire nos sources, Bruno Degoy, selon les termes du partenariat entre CCA, AfricInvest et BIO, occupera ce poste pendant trois ans, le temps pour la future nouvelle banque de prendre véritablement pied dans le secteur bancaire camerounais.
Bruno Degoy est un habitué de ce type d'opération. Avant la CCA au Cameroun, il a piloté la création et le déploiement de deux institutions financières en République démocratique du Congo. Il s'agit notamment d'Advans banque RD Congo et de Bank of Africa RD Congo, deux structures qu'il a réussi, en un temps relativement court, à imposer dans le landernau bancaire de ce pays d'Afrique centrale.

La carte bancaire commune aux six Etats membres de la Cemac est officiellement lancée

Le Groupement interbancaire monétique de l'Afrique centrale (GIMAC) a procédé le 31 octobre 2016 à Douala, la capitale économique du Cameroun, au lancement officiel de la carte interbancaire GIMAC.
Cet instrument permet désormais d'effectuer des opérations sur les terminaux et autres guichets automatiques des banques en activité dans les six Etats de la Cemac que sont le Cameroun, le Congo, le Gabon, la République Centrafricaine, le Tchad et la Guinée Equatoriale.
Ce lancement officiel, a-t-on appris, intervient longtemps après la mise en service de cette carte, qui est opérationnelle depuis le premier trimestre 2015. Selon les responsables du GIMAC, cette carte bancaire communautaire, actuellement utilisée sur les réseaux d'une vingtaine de banques dans la zone Cemac, a déjà permis de réaliser des transactions d'environ 5 milliards de francs CFA à ce jour.
Ce volume de transactions devrait être décuplé avec le lancement officiel de la carte. Par exemple, après la cérémonie de Douala, la Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC), filiale du groupe français BPCE, a immédiatement annoncé à ses clients qu'elle disposait de 100 guichets automatiques ouverts au réseau GIMAC.
Au demeurant, si elle participe à l'intégration financière des pays la zone Cemac, la carte GIMAC arrive sur un marché où les cartes Visa et MasterCard règnent déjà en maître. De ce point de vue, le principal défi du GIMAC réside dans sa capacité à pouvoir trouver la bonne formule, afin que cette carte bancaire communautaire se fraie un chemin dans un environnement dans lequel elle est un nouveau-né appelé à rivaliser avec des adultes.

Le chiffre d'affaires des compagnies d'assurance au Cameroun a atteint 182 milliards FCFA en 2015, en hausse de près de 13%

Selon l'Association des sociétés d'assurance du Cameroun (ASAC), le chiffre d'affaires des compagnies d'assurance en activité sur le territoire camerounais a atteint 182 milliards de francs CFA en 2015, en progression par rapport aux 161 milliards de francs CFA réalisés un an plus tôt, soit une hausse en valeur relative de près de 13%.
Dans le même temps, apprend-on de la même source, les assureurs camerounais ont débloqué 48,5 milliards de francs CFA en 2015, au titre du règlement de sinistres subis par les assurés. Cette rubrique est également en hausse de plus de 5%, comparée aux 45,9 milliards de francs CFA débloqués en 2014.
L'on note également que le marché de l'assurance dans le pays est dominé par les assurés collectifs, qui représentent 54% des polices d'assurance souscrites dans le pays, contre 44% seulement pour les assurés individuels.

Dangote Cement est le « *partenaire spécial* » de la 1ère édition du Nigeria-Cameroon Exhibition à Yaoundé

Africa Business Club, une structure camerounaise, organise du 5 au 12 décembre 2016 au palais des Sport de Yaoundé, la première édition du Nigeria-Cameroun Economy, Finance and Cultural Exhibition (Nicamex). La manifestation verra la participation du groupe Dangote, auréolé du titre de « *partenaire spécial* », apprend-on officiellement. « *Nous sommes heureux de vous confirmer officiellement la participation de Dangote Cement Cameroon SA à la première édition du Nicamex (...) Pour Dangote Cement, il est essentiel, en qualité d'entreprise nigériane leader au Cameroun, d'être présent à cette exposition* », écrit Paavo Wiro, le Country Manager du groupe Dangote au Cameroun, dans une récente correspondance officielle adressée aux organisateurs.
Nicamex 2016 s'articulera autour d'une exposition, de rencontres B to B entre opérateurs économiques nigérians et camerounais, des conférences-débats et des animations culturelles. Plusieurs entreprises nigérianes, membres de la Nigerian Association of Chambers of Commerce, Industry, Mines and Agriculture (NACCIMA), vont participer à ce Salon au cours duquel 25 000 visiteurs sont attendus.
Avec plus de 1400 km de frontières communes avec le Cameroun, le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, est un partenaire commercial stratégique pour le Cameroun. Des industriels camerounais, à l'instar de Paul Kammogne Fokam, fondateur du groupe Afriland First Bank, souhaiteraient d'ailleurs voir le gouvernement camerounais signer des Accords de partenariats économiques (APE) avec le Nigeria, plutôt qu'avec l'Union européenne.

Les premières Journées économiques camerounaises en Russie se sont achevées le 23 octobre 2016 à Moscou

Le Ministère camerounais du Commerce a organisé, du 19 au 23 octobre 2016 à Moscou, la toute première édition des Journées économiques camerounaises en Russie. Cette initiative, souligne-t-on dans ce département ministériel, vise à permettre aux opérateurs économiques locaux de conquérir de nouveaux débouchés. Aussi, au cours du séjour moscovite de la délégation camerounaise, le ministre Mbarga Atangana, qui s'exprimait devant une centaine d'opérateurs économiques russes et autres diplomates de pays étrangers, en a-t-il profité pour présenter les opportunités dont recèle le Cameroun. Il a de ce point de vue rappelé la position stratégique du pays, qui est situé au carrefour d'un marché de 300 millions de consommateurs (les dix pays de la CEEAC plus le Nigeria).
Pour rappel, bien qu'aucune statistique ne soit avancée, Russes et Camerounais s'accordent à reconnaître que les échanges commerciaux entre les deux pays « *sont très faibles* ». A l'effet d'inverser cette tendance, le Russian Business Center (RBC) a officiellement lancé ses activités à Yaoundé au mois de mars 2014.

AGRICULTURE

Le gouvernement camerounais mobilise les jeunes de l'Extrême-Nord autour des activités agropastorales

Une délégation de quatre membres du gouvernement camerounais, à la tête de laquelle se trouvait le ministre de l'Agriculture, Henri Eyebé Ayissi, a séjourné dans la ville de Maroua, la capitale régionale de l'Extrême-Nord, afin de mobiliser les jeunes de cette partie du Cameroun autour des activités agropastorales.
Au cours de cette rencontre, le gouvernement a une nouvelle fois présenté la palette de projets publics mis en place pour encourager le développement d'activités agropastorales au Cameroun. « *Au lieu d'attendre que des jeunes viennent s'informer auprès de nos services, nous avons choisi d'aller à leur rencontre pour leur porter la bonne nouvelle sur l'ensemble des dispositifs d'accompagnement qui existent* », a indiqué le ministre Eyébé Ayissi.
Cette opération de charme du gouvernement camerounais en direction des jeunes de l'Extrême-Nord, qui vise à promouvoir des activités génératrices de revenus, pourrait contribuer à barrer la voie à l'expansion de la secte islamiste nigériane Boko Haram.
Celle-ci profite en effet de la pauvreté ambiante dans cette partie du Cameroun pour y recruter des membres appelés plus tard à perpétrer des attentats contre les populations.

Le groupe Nestlé investira 10 milliards FCFA dans l'extension de son usine de production au Cameroun

La filiale camerounaise du groupe agroalimentaire suisse Nestlé ambitionne de lancer des travaux d'extension dans son usine de production de Douala, dans la capitale économique du pays. Cet investissement, d'un montant total de 10 milliards de francs CFA, a été révélé au cours d'une récente cérémonie de signature de convention avec le gouvernement camerounais, lequel accord ouvre à cette firme agroalimentaire la voie des avantages prévus dans la Loi de 2013 fixant les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun.
Bien que les détails de ce projet d'extension ne soient pas révélés, l'on sait que Nestlé Cameroun envisage depuis quelque temps d'introduire le poivre de Penja, un condiment local labélisé il y a quelques années par l'OAPI, dans la fabrication de son célèbre cube Maggi, ce qui pourrait nécessiter l'acquisition de nouveaux équipements.
Par ailleurs, l'extension de l'usine de Douala pourrait bien répondre à un simple besoin d'augmentation de la production, ce d'autant qu'elle est celle à partir de laquelle Nestlé approvisionne tous les autres pays de la Cemac que sont le Gabon, le Congo, le Tchad, la République Centrafricaine et la Guinée Equatoriale.
Pour rappel, selon des informations officielles, le cube Maggi, bouillon culinaire très prisé par les ménagères, représente à lui tout seul 90% de la production de l'usine de Douala, grâce à laquelle Nestlé Cameroun réalise un chiffre d'affaires mensuel de 5 milliards de francs CFA dans la zone Cemac.

En dehors du cube Maggi, la filiale au Cameroun du groupe Nestlé produit également le lait Nido conditionné dans des sachets, qui représente 9% de l'ensemble de la production de l'usine de Douala, contre 1% seulement pour Nescafé, le célèbre café désormais produit localement à base de café camerounais. Il n'est pas exclu que l'extension de l'usine de Douala permette d'augmenter les volumes de production de ces deux dernières marques.

La Banque mondiale approuve un financement de 59,6 milliards FCfA pour booster le secteur de l'élevage

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé, le 27 octobre 2016, un financement de 100 millions de dollars (59,6 milliards FCfA) visant à aider le Cameroun à améliorer la productivité, la compétitivité et la résilience aux changements climatiques du secteur de l'élevage au cours des six prochaines années, apprend-on dans un communiqué officiel.

Ces financements sont accordés dans le cadre d'une initiative gouvernementale dénommée Projet de développement de l'élevage (PRODEL). Piloté par le Ministère de l'élevage, le PRODEL ambitionne d'aider les éleveurs à commercialiser leurs produits tout en apportant un appui immédiat et efficace pour certains types de crises ou de situations d'urgence.

« *Etant donné que l'élevage emploie 30% de la population rurale, il est fondamental d'aider ce secteur à soutenir davantage la croissance économique, la création d'emplois, ainsi que la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition* », explique Elisabeth Huybens, la directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Cameroun. Et d'ajouter : « *En renforçant l'élevage, il s'agit aussi de remédier à certains effets du changement climatique, tels que la diminution de la production agricole, la dégradation des ressources naturelles, l'insécurité alimentaire et les menaces pesant sur les moyens de subsistance des plus vulnérables.* »

> « *Il s'agit aussi de remédier à certains effets du changement climatique, tels que la diminution de la production agricole, la dégradation des ressources naturelles, l'insécurité alimentaire et les menaces pesant sur les moyens de subsistance des plus vulnérables.* »

Quatre volets

Selon la Banque mondiale, le PRODEL se déclinera en quatre volets. Le premier volet s'attachera au renforcement des capacités des services publics essentiels en matière de soutien à l'élevage, à l'amélioration de l'accès aux services de santé animale, à un patrimoine génétique amélioré et à des intrants de qualité.

Le deuxième volet visera à améliorer la productivité et la commercialisation de la production des petites communautés pastorales et à restaurer les capacités de production des ménages les plus pauvres et les plus vulnérables dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord.

Quant au troisième volet, il renforcera les liens entre organisations de producteurs, acheteurs et établissements financiers, tout en permettant aux organisations de producteurs de saisir des opportunités commerciales à valeur ajoutée.

Le dernier volet permettra, quant à lui, de soutenir la mise en œuvre des trois premiers, de suivre l'avancement du projet, d'en évaluer les résultats et de financer des études indispensables à l'exécution du projet.

Sud Cameroun Hévéa lorgne sur la culture des arbres fruitiers, du riz, du maïs et du palmier à huile

La convention de partenariat signée le 20 octobre 2016 entre la société agro-industrielle Sud Cameroun Hévéa et le Ministère de l'agriculture ne vise pas seulement à développer la culture de l'hévéa sur les concessions foncières de cette entreprise dans la région du Sud du Cameroun.
Cette convention, apprend-on de sources proches du dossier, intègre également l'accompagnement de Sud Cameroun Hévéa dans la mise en place de rizières, de champs de maïs et de plantations de citronniers et de manguiers.

Groupe singapourien
En effet, renseigne la Cameroon Development Corporation (CDC), entreprise publique exploitant des plantations d'hévéa dans la région du Sud-Ouest, alors qu'il était vendu entre 2500 et 3000 francs CFA le kilogramme jusqu'en 2012, le prix du caoutchouc sur le marché international culmine aujourd'hui entre 700 et 800 francs CFA seulement.
Aussi, afin de résister à cette baisse drastique des cours mondiaux, les entreprises productrices optent-elles de plus en plus pour la diversification.

> Afin de résister à cette baisse drastique des cours mondiaux, les entreprises productrices optent-elles de plus en plus pour la diversification.

En clair, l'on s'achemine vers la diversification de la production de cette unité agro-industrielle jusqu'ici spécialisée dans la culture de l'hévéa, matière première servant à la production du caoutchouc, dont les cours sur le marché international ne sont pas des plus reluisants depuis quelques années et ne garantissent plus la rentabilité aux entreprises productrices.

Il en est ainsi de la CDC, qui lorgne désormais sur le poivre, le manioc et le maïs, de même que de Sud Cameroun Hévéa, qui semble jeter son dévolu sur les arbres fruitiers, le maïs et le riz.
Pour rappel, Sud Cameroun Hévéa est une entreprise contrôlée par le groupe singapourien Sinochem International à travers la société GMG International. La société est engagée depuis quelques années dans un processus d'extension de ses plantations grâce à des concessions foncières (45 000 hectares) obtenues dans la région du Sud du Cameroun, notamment dans les localités de Meyomessala, Meyomessi et Djoum.

CONSTRUCTION D'UNE UNITÉ DE PRODUCTION DE CAOUTCHOUC EN 2019

Sud Cameroun Hévéa ambitionne également de monter une unité de transformation d'ici l'année 2019 afin de pouvoir transformer localement l'hévéa en caoutchouc.
A travers ce partenariat, apprend-on, l'Etat du Cameroun s'engage à apporter à cette entreprise agro-industrielle les différents appuis techniques. Il s'agit notamment de l'encadrement des producteurs d'hévéa ainsi que leur approvisionnement en plants.
Sud Cameroun Hévéa est une entreprise contrôlée par le groupe singapourien Sinochem International à travers la société GMG International. La société est engagée depuis quelques années dans un processus d'extension de ses plantations grâce à des concessions foncières obtenues dans la région du Sud du Cameroun, notamment dans les localités de Meyomessala, Meyomessi et Djoum. A en croire nos sources, au moins la moitié des 45 000 hectares de terres dont dispose Sud Cameroun Hévéa dans ces localités est concernée, dans un premier temps, par ce projet d'extension. Selon les prévisions, la totalité des 45 000 hectares devront être plantés à l'horizon 2027.

ENERGIES

Eneo veut introduire les compteurs électriques à cartes prépayées au Cameroun

La société Eneo, entreprise concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun et détenue par le Fonds d'investissements britannique Actis, vient de présenter au gouvernement camerounais des spécimens et les caractéristiques de compteurs électriques à cartes prépayées, qu'elle entend progressivement introduire dans le pays.
Selon nos sources, cette société d'électricité a d'ores et déjà installé ces compteurs intelligents dans des quartiers de la capitale économique du Cameroun tels que Bali ou encore Bonapriso, dans le cadre d'une phase pilote, dont les résultats seraient plutôt satisfaisants jusqu'ici.
Ces compteurs, rechargeables comme c'est le cas, avec du crédit de communication, sur un téléphone portable, imposeront désormais aux clients d'Eneo de payer avant d'être servi. Ces équipements auront par la même occasion la particularité de permettre aux utilisateurs de contrôler leurs consommations d'électricité, de ne plus subir les tracasseries liées aux erreurs sur la lecture des index des compteurs traditionnels, etc.
Du côté de la société d'électricité, grâce à ces compteurs annoncés sur le marché camerounais, elle devrait de moins en moins avoir affaire aux recouvrements de créances, dont les montants se chiffrent généralement en milliards de francs CFA ; et gommer ses charges liées à la relève mensuelle des compteurs.
Au niveau gouvernemental, si le Ministère du commerce voit d'un bon œil cette avancée technologique annoncée dans le secteur de l'électricité, ce département ministériel a, selon nos sources, souhaité avoir davantage d'assurances sur la fiabilité de ces équipements, la politique de maintenance qui sera mise en place, mais surtout le sort à réserver aux emplois que procure actuellement la relève mensuelle des compteurs électriques.

Victoria Oil & Gas a démarré les travaux de forage de deux puits sur le champ gazier Logbaba au Cameroun

L'opérateur pétro-gazier britannique Victoria Oil & Gas (VOG), qui exploite le champ gazier de Logbaba au Cameroun, à travers sa filiale Gaz du Cameroun (GDC), a confié les travaux de forage de deux puits de développement sur ce projet à la société Savannah Oil Services, apprend-on.
Ces travaux devant initialement s'achever à la fin de cette année 2016 viennent d'être lancés, selon nos sources, et prendront finalement fin d'ici le 2ème trimestre 2017, informe VOG. Le forage des deux puits, qui sont adjacents à l'unité de traitement du gaz naturel de Logbaba, et qui seront connectés à cette usine une fois les travaux terminés, coûteront environ 40 millions de dollars (soit 23,6 milliards de francs CFA), apprend-on.
Selon l'opérateur britannique, les travaux sont financés par « *les revenus de Logbaba et les contributions des partenaires* », dont RSM Production Corporation, qui détient 40% des actifs sur ce projet. L'on note cependant que les revenus de VOG sur le champ Logbaba ont beaucoup reculé au 3ème trimestre 2016, puisqu'ils ont culminé à 4,7 millions de dollars, contre 10,7 millions de dollars sur la même période en 2015. Cette situation peut expliquer le retard pris dans le démarrage effectif des travaux de forage annoncés depuis des mois.
Pour rappel, c'est depuis le mois de juillet 2016 que VOG avait officiellement annoncé avoir débarqué au port de Douala, dans la capitale économique camerounaise, une plateforme de plus de 2500 tonnes devant servir au forage des deux puits sus-mentionnés. Le gaz produit et traité à Logbaba par la filiale de VOG qu'est GDC, permet aujourd'hui d'alimenter une vingtaine d'entreprises déjà connectées au pipeline construit par l'opérateur pétro-gazier britannique, et qui sert à la distribution de ce combustible de plus en plus prisé dans la capitale économique du pays.

Les travaux d'extension de la Sonara sont exécutés à 95%, confie un responsable

Un responsable de la société nationale de raffinage (Sonara) a révélé à News du Cameroun que les équipes techniques de la société évaluent l'exécution des travaux d'extension de la raffinerie, démarrée il y a plusieurs mois à 95%. Il a aussi rassuré que la nouvelle usine sera livrée dans les délais impartis c'est-à-dire en juin 2017.
L'extension de la raffinerie sera couplée à la construction de dix bacs de stockage qui serviront conserver le surplus de production de la nouvelle usine étant donné qu'au terme de cette première phase des travaux, la Sonara envisage d'augmenter sa capacité de production annuelle. Celle-ci passera de 2,1 millions tonnes à 3,5 millions tonnes, indique notre source.
L'objectif premier est de faire jouer à la Sonara un rôle de premier plan dans l'approvisionnement au niveau local. Mais le directeur général de la société est plus ambitieux. M. Ibrahim Talba Malla espère atteindre d'autres marchés parmi lesquels le marché sud-américain.
La Sonara a été construite après les indépendances, à Limbé, au sud-ouest du pays. Il convient de rappeler que le gouvernement compte se doter d'une nouvelle raffinerie pétrolière dans la ville de Kribi.

Gilles Thibault : « *la France entend être plus présente qu'elle ne l'a été...* » dans les secteurs énergétique et hydraulique camerounais

Gilles Thibault, le nouvel ambassadeur de France au Cameroun est formel. Au sortir d'une audience à huis-clos avec le ministre camerounais de l'Energie et de l'Eau, Basile Atangana Kouna, le diplomate français a confié à la presse que « *plus que par le passé, la France entend être plus présente qu'elle ne l'a été pour la mise en œuvre d'infrastructures énergétiques et hydrauliques* » au Cameroun.
Cette déclaration du diplomate français survient au lendemain de la notification (le 3 août dernier) au consortium formé par les sociétés marocaines Onep, MedZ, Delta Holding et le cabinet conseil en travaux publics Ingema, du non-renouvellement de son contrat d'affermage du service public de l'eau potable au Cameroun, qui arrivera à échéance en 2018.
Dans le même temps, EDF, le bras séculier de la France dans le secteur de l'électricité, prend progressivement pied au Cameroun. L'entreprise française contrôle en effet 40% du capital social de

Nachtigal Hydro Power Company (NHPC), une société anonyme de droit camerounais qui va exploiter pendant 35 ans un barrage hydroélectrique de 420 MW en projet de construction sur le fleuve Nachtigal, dans la région du Centre du Cameroun.
En plus de cette prise d'intérêts sur ce qui sera la plus grande infrastructure de production de l'électricité du pays, la France pointe également le nez dans le domaine du transport de l'électricité au Cameroun à travers RTE International, qui va accompagner l'opérationnalisation de la Société nationale de transport de l'électricité (Sonatrel).

MINES

Les aires protégées plombent l'activité minière dans la partie septentrionale du Cameroun

Officiellement, pas moins de 19 minerais sont enterrés dans le sous-sol des trois régions (Nord, Extrême-Nord et Adamaoua) qui constituent la partie septentrionale du Cameroun.
Il s'agit de ressources minières aussi variées que l'or, le cuivre, le marbre, la bauxite, le calcaire, le diamant, le graphite, le fer, le cobalt, l'étain et même l'uranium.
Mais seulement, à peine huit de ces minerais font actuellement l'objet d'exploitation ou alors d'études préliminaires annonçant une exploitation future.
A l'origine de cette timidité observée dans l'exploitation minière dans cette partie du Cameroun, les autorités publiques locales, citées par le journal régional *L'Œil du Sahel*, invoquent la multitude des aires protégées qui couvrent ces territoires riches en minerais. En effet, les trois régions du septentrion camerounais sont certainement les plus pourvues en aires protégées dans le pays. Notamment celle du Nord, qui abrite à elle seule les parcs nationaux de Bouba-Ndjida (2200 km^2), du Faro (3300 km^2) et de la Bénoué (1800 km^2), qui couvrent plus de la moitié du territoire régional.
Dans les régions de l'Adamaoua et de l'Extrême-Nord, les parcs de la Vallée du Mbéré (777 km^2) et de Waza (1700 km^2) couvrent également quelques réserves minières, qui ne peuvent malheureusement pas être exploitées, sauf de manière clandestine et artisanale.

INFRASTRUCTURES

L'aéroport de Bafoussam-Bamougoum rouvert aux vols commerciaux, quatorze ans après sa fermeture au trafic

Le 14 octobre 2016, l'aéroport de Bafoussam-Bamougoum, dans la région de l'Ouest du Cameroun, a repris vie. En effet, deux avions commerciaux y ont atterri ce jour-là, quatorze ans après la suspension du trafic commercial sur cette plate-forme aéroportuaire.
Les deux MA 60 de Camair Co, la compagnie aérienne publique camerounaise, qui ont ainsi mis en terme à la longue léthargie de l'aéroport de Bafoussam-Bamougoum, effectuaient à cette occasion le vol inaugural de ce transporteur aérien vers la 3ème ville la plus importante du pays.
Selon la programmation des vols communiquée par la compagnie, tous les mercredis, vendredis et dimanches, les voyageurs au départ de Yaoundé et de Douala, pourront désormais rallier la capitale régionale de l'Ouest-Cameroun, située à un peu plus de 300 km de la capitale, et dans laquelle se déroule une intense activité économique.

L'Etat injectera 4 milliards FCFA dans la construction d'une autoroute desservant le port de Kribi

Le gouvernement camerounais débloquera 4 milliards de francs CFA, afin de financer les travaux de construction d'une autoroute entre la ville de Kribi et la localité de Lolablé, qui abrite le port en eau profonde de Kribi, dont la mise en service est attendue depuis plusieurs mois maintenant.
Ces financements, apprend-on officiellement, seront prélevés sur les 15 milliards de francs CFA supplémentaires obtenus par l'Etat du Cameroun dans le cadre de la surallocation de son récent emprunt obligataire 2016-2021.
L'autoroute Kribi-Lolablé, long de 38 km, fait partie intégrante du projet autoroutier Edéa-Kribi-Lolablé.
Depuis plusieurs mois, la société chinoise CHEC, qui a construit le port de Kribi, a lancé des travaux de terrassements généraux sur le linéaire concerné par ces premiers financements. Pour rappel, le port en eau profonde de Kribi, la plus grande infrastructure portuaire du Cameroun, est déjà desservi par une route bitumée longue de 33 km.

TIC & TELECOM

Le Cameroun veut se doter d'une stratégie nationale de lutte contre la cybercriminalité

L'Agence nationale des technologies de l'information et de la communication (Antic) vient d'organiser à Yaoundé, la capitale camerounaise, une rencontre sur la protection des infrastructures d'information, avec le concours de la Commonwealth Telecommunications Organisation (CTO).
L'objectif de cette rencontre, a-t-on appris, est de mettre en place, à terme, une stratégie nationale de lutte contre la cybercriminalité dans le pays. « *Nous ne pouvons pas bâtir une économie digitale sans la cybersécurité au Cameroun* », a indiqué le secrétaire général de la CTO, Shola Taylor.
En effet, le Cameroun est actuellement engagé dans un processus de développement de l'économie numérique. Parallèlement, fait remarquer

l'Antic, l'on observe comme une montée fulgurante de la cybercriminalité dans le pays. Ce phénomène se manifeste par des pratiques telles que le « *Skimming* », qui consiste à « *pirater des cartes magnétiques à l'aide des dispositifs spéciaux insérés dans des guichets automatiques de billets de banque* » ; la fraude à la Sim Box, qui permet de détourner des appels téléphoniques en provenance de l'étranger ; sans compter l'utilisation à plus de 80% des logiciels informatiques piratés dans le pays.

L'exploration du tracé du futur câble sous-marin entre le Cameroun et le Brésil s'achève en décembre 2016

Depuis le 20 octobre 2016, des ingénieurs camerounais de Camtel, l'opérateur historique des télécoms, et de Huawei Technologies, l'équipementier chinois ; sont à l'œuvre au large de la ville camerounaise de Kribi. Il est question pour eux, apprend-on de bonnes sources, de déterminer le tracé du câble sous-marin de 6000 km, qui va relier la ville de Fortaleza, au Brésil, à la cité balnéaire de Kribi, située dans la région du Sud du Cameroun.
Selon nos sources, ces travaux d'exploration, qui vont s'achever au mois de décembre 2016, sont réalisés au moyen d'un navire spécialisé.
Concrètement, en plus de déterminer le tracé du câble, les travaux en cours permettront d'être fixés sur les quantités de câble et les types de gaines à utiliser lors du déploiement de l'infrastructure. Toutes choses qui permettront d'affiner le budget définitif du projet, qui est actuellement estimé à environ 270 milliards de francs CFA.
Construit par un consortium formé par Camtel et la société China Unicom, le premier câble à fibre optique qui reliera l'Afrique au continent américain, baptisé « South Atlantic Inter Link », est prévu pour être livré au dernier trimestre 2018, selon le chronogramme officiel.
Il deviendra alors le quatrième câble sous-marin auquel sera connecté le Cameroun. Après le SAT 3, déployé par l'Etat camerounais, le Wacs, déployé par la filiale locale de MTN International, et ACE, en cours de déploiement par Orange Cameroun.

Aurion, le premier jeu vidéo 100% made in Cameroun est en voie d'adaptation au cinéma à Hollywood

***Aurion, l'héritage des Kori-Odan*, le tout premier jeu vidéo 100% made in Cameroun, produit par la start-up Kiro'o Games, pourrait bientôt être adapté au cinéma, révèle *The Hollywood Reporter*.**

A en croire le journal américain, la compagnie Good Fear Film, dirigée par Chris Bender et Jake Weiner, a acquis des droits sur ce jeu vidéo, en vue de son adaptation au cinéma. « *Mon équipe et moi sommes très heureux de voir notre jeu devenir un film à Hollywood. C'est une chose dont nous avons rêvé depuis le début* », a déclaré dans un communiqué Olivier Madiba, le CEO de Kiro'o Games. « *Nous sommes aussi bien inspirés par Madiba que par le monde qu'il a créé* », a commenté pour sa part Chris Bender.

> « *Nous sommes aussi bien inspirés par Madiba que par le monde qu'il a créé* », a commenté pour sa part Chris Bender.

Cosmogonie africaine

Projet vieux de dix ans, mais finalement bouclé le 14 avril 2016, date de sa sortie officielle, *Aurion, l'héritage des Kori-Odan* est inspiré de la culture et de la cosmogonie africaine. C'est l'histoire d'un prince victime d'un coup d'Etat perpétré par son beau-frère, le jour même de son couronnement et de son mariage. Le couple royal est alors contraint de s'exiler et décide de parcourir le monde en quête de soutien pour retrouver le trône.

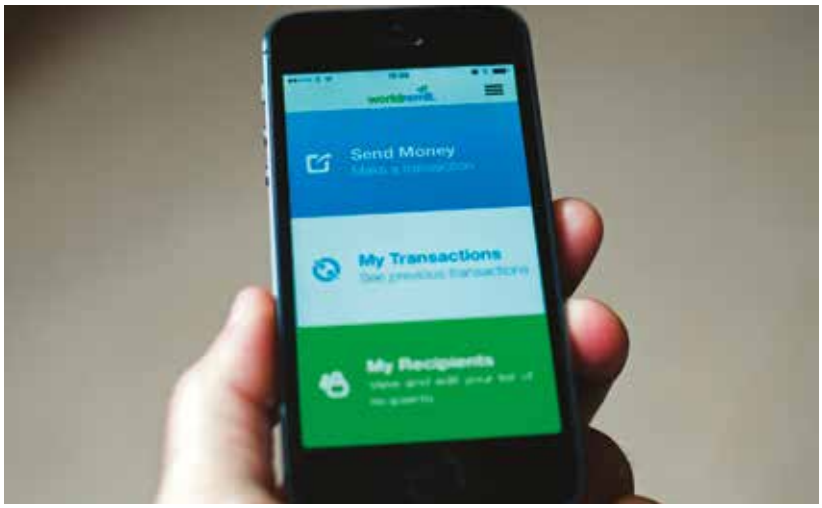
Crowdfunding

Les financements pour la réalisation de ce jeu vidéo ont été obtenus par crowdfunding. Cette opération à travers laquelle des souscripteurs étaient invités à acheter des parts de la société pour financer son premier jeu vidéo a été clôturée en début d'année 2015 par une enveloppe de 120 millions de francs CFA, soit 182 504 euros.

Selon les statistiques compilées par l'équipe de Kiro'o Games, 74% des souscriptions à cette opération de levée de fonds via internet ont été le fait de ressortissants camerounais.

La firme britannique WorldRemit se connecte au service Mobile Money de MTN Cameroun

WorldRemit, la firme britannique qui revendique le leadership mondial du transfert d'argent digital poursuit son déploiement au Cameroun. Après le partenariat scellé il y a quelques semaines avec la filiale au Cameroun du groupe bancaire ivoirien Banque Atlantique, puis récemment avec Express Union, le leader du marché du transfert d'argent dans le pays ; WorldRemit propose désormais le transfert d'argent au Cameroun via le service Mobile Money de la firme télécoms MTN.



« *Les Camerounais expatriés peuvent ainsi, directement dans l'application mobile ou sur le site web de WorldRemit, envoyer directement l'argent sur les téléphones portables de leurs proches ou amis vivant au Cameroun, et ce, de manière sécurisée. Fini les trajets fastidieux pour se rendre dans une agence et les longues files d'attente sur place !* », peut-on lire dans un communiqué officiel.

Grâce à ce partenariat avec MTN Cameroun, WorldRemit s'offre ainsi un nouveau réseau constitué par les plus de 2,6 millions utilisateurs du service MTN Mobile Money sur le territoire camerounais.

Entre juin et septembre 2016, le service MTN Mobile Money a aguiché 300 000 nouveaux clients

A fin septembre 2016, le nombre d'abonnés au service MTN Mobile Money au Cameroun a atteint 2,7 millions, en hausse de 13,2% par rapport au 2ème trimestre 2016, apprend-on des résultats intérimaires que vient de publier la multinationale sud-africaine des télécoms.

En valeur absolue, cette statistique révèle que 300 000 nouveaux clients ont rejoint ce service au Cameroun, puisqu'ils n'étaient que 2,4 millions enregistrés à fin juin 2016. La firme télécoms sud-africaine explique cette performance sur son service Mobile Money dans le pays par « *l'amélioration de la distribution* ».

Par ailleurs, sur la période sous revue, les revenus générés par la data ont de nouveau connu une augmentation de 28,3%, et représentent désormais 19% des revenus globaux de MTN Cameroun, contre 18,8% à fin juin et 18,5% au premier trimestre 2016.

En ce qui concerne la base clientèle de cet opérateur, apprend-on officiellement, elle a diminué de 1,3% pour se situer à fin septembre à 9,5 millions d'abonnés. Une réduction que l'entreprise met sur le compte de l'impact du processus d'identification des abonnés au mobile au Cameroun, qui a conduit à la désactivation de plusieurs puces par les opérateurs.

Vodafone accusé d'exercer illégalement sur le marché des télécoms au Cameroun

« *L'attention de mon département ministériel a été attirée par le fait que de nombreux opérateurs du secteur des télécommunications mènent leurs activités en violation de la règlementation en vigueur. Je tiens à rappeler que, conformément aux dispositions des articles 35 et 42 du décret du 14 juillet 2012, fixant les modalités d'établissement et ou d'exploitation des réseaux et de fourniture des services de communications électroniques soumis au régime de l'autorisation, la délivrance de licences ou de tout titre en tenant lieu, relève de la seule compétence du ministre des Postes et Télécommunications* ». Telle est la teneur d'un communiqué rendu public en fin de semaine dernière par Minette Libom Li Likeng, la ministre camerounaise des Postes et Télécoms.
Même si ce membre du gouvernement ne cite nommément aucune entreprise visée par sa mise en garde, des sources internes au ministère des Postes et Télécoms (Minpostel) révèlent que la sortie de la Ministre Libom Li Likeng est consécutive à l'arrivée de la firme britannique Vodafone sur le marché camerounais.

Accord de franchise

En effet, grâce à un accord de franchise conclu avec la société Northwave Sarl, détenue à 100% par Afrimax Group, Vodafone commercialise depuis quelques semaines les services de 4G LTE dans les villes de Yaoundé et Douala, qui représentent à elles seules plus de 80% du marché des télécoms au Cameroun.
Northwave Sarl, devenu Vodafone Cameroon à la suite de son partenariat avec l'opérateur télécom britannique, exploite ainsi, selon nos sources, un « *titre transitoire* » a lui délivré par l'Agence de régulation des télécommunications (ART) le 8 janvier 2015 ; et non par le ministre des Postes et Télécoms, seule autorité publique habilitée par la loi à délivrer des licences télécoms ou « *tout titre en tenant lieu* ».
Aussi, révèlent nos sources, par correspondances respectives des 6, 28 et 30 septembre 2016, la Ministre Libom Li Likeng a-t-elle saisi le DG de l'ART, pour lui « *faire observer que les titres transitoires délivrés par ses soins sont pris en violation de la réglementation en vigueur, et sont de nature à mettre à mal la régulation du secteur stratégique des télécommunications dans un contexte sécuritaire sensible* ».

Concurrence déloyale, manque à gagner…

Dans le même temps, apprend-on, Jean Louis Beh Mengué, le DG de l'ART, a été « *sommé de publier un communiqué (…) précisant les contours de la licence octroyée à Northwave Sarl* » ; laquelle licence, précisent des sources internes au Minpostel, ne saurait inclure l'exploitation « *des réseaux et services LTE, qui relèvent des seules entreprises titulaires de concession* ».
Bien qu'à l'ART l'on justifie la délivrance de ces « *titres transitoires* » par « *l'absence d'un certain nombre de textes, notamment celui fixant les droits d'entrée et de renouvellement des licences* », d'une part, et par « *le souci de ne pas bloquer ce segment de marché dont les acteurs participent à l'essor de l'économie numérique* » d'autre part ; au Minpostel, l'on accuse clairement le régulateur télécoms de s'arroger les prérogatives dévolues au ministère.

Pour preuve, apprend-on, depuis 2010, « *le régulateur n'a plus soumis à la signature du ministre en charge des Télécommunications, les dossiers de demande de licence, conformément à l'article 42 du décret du 14 juillet 2012 fixant les modalités d'établissement et ou d'exploitation des réseaux et de fourniture de service de communications électroniques soumis au régime de l'autorisation* ».
A en croire les responsables du Minpostel, cette propension du régulateur à préférer la délivrance « *des titres transitoires en lieu et place des licences à certains opérateurs, en violation de la réglementation en vigueur* », est préjudiciable aussi bien pour l'Etat que pour les opérateurs télécoms titulaires de concessions.
Concrètement, apprend-on, cette pratique érigée en règle par l'ART installe « *une concurrence déloyale vis à vis des opérateurs concessionnaires qui ont investi d'énormes sommes d'argent pour pouvoir offrir ce type de service avec des obligations de couverture nationale* » ; de même qu'elle crée un « *énorme manque à gagner au trésor public, dû au non payement des droits d'entrée par les bénéficiaires des titres transitoires* ».

> « *Une concurrence déloyale vis à vis des opérateurs concessionnaires qui ont investi d'énormes sommes d'argent pour pouvoir offrir ce type de service avec des obligations de couverture nationale.* »

PÊCHE

Un nouveau bateau chinois arraisonné au large des côtes camerounaises pour pêche illicite et navigation en zone interdite

Le Hong Da 1, un bateau de pêche chinois, vient d'être arraisonné dans la localité de Manoka, au large des côtes camerounaises. L'embarcation, dont l'équipage était constitué de locaux et d'Asiatiques, a été aussitôt conduite à Douala, la capitale économique du pays.
Selon les informations livrées par la marine nationale, ce bateau, qui n'avait encore aucune capture, s'apprêtait probablement à pêcher à moins de 5 km de la côte, zone légalement dédiée à la pêche artisanale et non industrielle. De plus, apprend-on, le chalutier s'approchait dangereusement du câble sous-marin SAT3, dont le déploiement a induit l'interdiction de la navigation dans cette zone.
A en croire une source autorisée, c'est d'ailleurs Camtel, opérateur historique des télécoms et exploitant de ce câble, qui, grâce à son système de surveillance, a détecté la présence de ce bateau au large des côtes camerounaises et a saisi la marine nationale pour son arraisonnement.

LEADER DU MOIS

Antoine Pamboro, ex-DGA chez MTN puis DG d'Airtel en RDC et au Gabon, chargé de déployer Vodafone au Cameroun

Après plusieurs années d'éclipse, cet ingénieur expérimenté et fin connaisseur du marché camerounais des télécoms revient à ses anciennes amours pour positionner Vodafone Cameroun sur le segment de la fourniture de l'internet.

Afin de se positionner sur le marché très concurrentiel des télécoms au Cameroun, la firme britannique Vodafone, qui s'est associée au groupe Afrimax pour se lancer sur le marché de la LTE, a jeté son dévolu sur Antoine Pamboro. Cet ingénieur des télécoms a notamment été DGA de Camtel Mobile, la filiale de l'opérateur historique Camtel spécialisée dans le mobile, qui a été reprise en 1999 par MTN International dans le cadre d'un processus de privatisation.

La firme britannique Vodafone a jeté son dévolu sur Antoine Pamboro.

Maintenu au même poste au sein de MTN Cameroon, Antoine Pamboro, la cinquantaine bien sonnée, quittera ensuite la filiale camerounaise du groupe télécom sud-africain six mois plus tard pour un long périple africain. Ce périple le conduira successivement à la tête de Celtel Congo, Airtel RDC et Airtel Gabon.

Au bout de plus d'une décennie à la tête de filiales africaines d'entreprises télécoms de renom, Antoine Pamboro, natif de Mindjil dans le département du Mayo-Kani de l'Extrême-Nord du Cameroun, est retourné dans son pays il y a quelques années pour lancer Sahel Agro. Cette unité agro-industrielle est spécialisée dans la transformation du maïs en farine. « *J'ai choisi de m'investir dans l'agro-industrie pour avoir un impact direct sur la population* », a-t-il confié.

Ce projet est surtout une sorte de rattrapage pour ce fils de paysan qui, après son baccalauréat C obtenu en 1978, rêvait de devenir ingénieur agronome en intégrant l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA). Mais, cette ambition sera stoppée net par le Ministère de l'éducation nationale qui lui offre une bourse pour des études en France. Ces études seront couronnées par une maîtrise en électronique en 1982, prérequis de taille pour une carrière de télécommunicant qui le suit finalement comme une ombre.

BRM

Participez à l'édification du Cameroun de demain

Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Investir au Cameroun* et *Business in Cameroon* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Zurich et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR

La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

www.camair-co.cm

Camair-Co

L'étoile du Cameroun